

Le Canada en tant que défenseur mondial des droits

Se positionner pour demain : Assurer la position du Canada en tant que leader mondial des droits humains, du climat et de la démocratie

L'ordre mondial que nous tenions pour acquis au cours des dernières décennies évolue rapidement. Les répercussions de la pandémie, combinées avec les effets de l'inflation mondiale, les hostilités croissantes entre l'Occident, la Russie et la Chine, ainsi que les effets dévastateurs des changements climatiques, ont créé des conditions sociales parfaites pour les régimes autoritaires et les populistes afin de faire reculer les droits humains, en particulier les droits des femmes, et d'éroder les piliers fondamentaux de la démocratie.

De nombreux citoyens et pays du monde luttent contre la rhétorique autoritaire et l'ingérence démocratique, tout en cherchant à mobiliser des financements à grande échelle et des changements structurels pour réorienter leurs économies afin de relever les défis en matière de droits, de développement et de climat. Ces défis sont difficiles, mais pas impossibles à surmonter et le Canada peut et doit y contribuer.

Les financements nécessaires pour faire face à la triple menace de la démocratie, des conflits et du climat sont bien plus importants que par le passé. Ils représentent des menaces directes pour le Canada et les Canadiennes et les Canadiens.

Lorsque le Canada s'est engagé à exercer son leadership basé sur des valeurs progressistes à l'échelle internationale, nos efforts ont été salués. Nous avons agi ainsi parce que c'est la chose juste à faire, mais aussi parce que c'est la chose intelligente à faire. Bien que le Canada ait souvent été félicité pour son leadership sur la scène mondiale depuis 2015, certains défis tels que l'agression des Talibans en Afghanistan, les législateurs anti-droits en Ouganda et les groupes paramilitaires violents en Haïti ont fait du Canada le « dernier de la classe » parmi nos principaux partenaires.

Nous avons été absents de conversations et de coalitions essentielles, et incapables de faire avancer nos intérêts ou nos valeurs.

Il y a urgence d'agir, et notre réponse doit refléter la gravité de la situation.

Le Canada doit immédiatement mettre en œuvre des changements stratégiques vitaux et effectuer de nouveaux investissements pour protéger et faire progresser les progrès extraordinaires accomplis par ce gouvernement en matière de droits humains, d'égalité, de démocratie et de changements climatiques. Il doit veiller à ce que ces progrès difficilement acquis ne puissent pas être annulés dans les années à venir. Nous ne pouvons plus utiliser les politiques de 2015 pour répondre aux menaces d'aujourd'hui. Les enjeux sont désormais plus importants et le Canada doit réagir en conséquence.

Alors, que pouvons-nous faire?

- Le Canada a un rôle de premier plan unique à jouer dans le renforcement des droits humains et de la démocratie au pays et à l'étranger.
- Le Canada peut contribuer équitablement pour soutenir les pays à faible et moyen revenu dans leur préparation et leur réponse aux impacts des changements climatiques.

- Le Canada peut accélérer les efforts internationaux pour débloquer des ressources supplémentaires et s'attaquer à la crise financière internationale qui porte atteinte à la démocratie et bloque l'action en matière de droits et de climat.

1. **Rôle de premier plan pour la défense de la démocratie, de la gouvernance et des droits humains**

Historiquement, le Canada a été une voix fiable sur la scène mondiale pour un ordre basé sur les droits et les règles. Être simplement un partenaire « fiable » ne suffit plus. Les règles du jeu ont changé et les enjeux sont plus élevés que jamais au cours des 20 dernières années. Chez nous, nous constatons l'impact des régimes autoritaires, de la rhétorique populiste et des menaces qui pèsent sur la foi des Canadiennes et Canadiens en la démocratie. Nous devons prendre des mesures concrètes pour lutter contre la propagation de l'autoritarisme et du populisme d'extrême droite, et protéger les avancées durement acquises en matière de droits de la personne, de droits des femmes et de démocratie.

Le moment est venu pour le Canada de redoubler d'efforts et de faire des droits humains, de la défense de la démocratie et de l'espace civique sa principale cause pour les années à venir.

Pendant près de huit ans, ce gouvernement a été reconnu à maintes reprises sur le plan national et international pour son soutien aux droits des femmes. Le Premier ministre Trudeau est un féministe engagé qui a pris des mesures significatives pour se « positionner à l'avant-plan » sur la scène internationale, mais nos actions et nos niveaux de financement ne sont plus suffisants pour soutenir cette affirmation compte tenu de l'ampleur des défis en 2023.

Le mouvement hostile aux droits humains et en faveur de l'autoritarisme est bien financé, bien organisé et soutenu par des figures puissantes. Sans un leadership fort, une coordination et un financement adéquats, les forces progressistes seront en infériorité numérique. Nous assistons à des reculs sur les droits sexuels et reproductifs dans le monde entier, ainsi qu'à des attaques contre les droits et la santé des personnes LGBTQ+ qui se propagent rapidement. Dans certains pays, des groupes religieux sont persécutés. Dans d'autres, les militants pour les droits des travailleurs et des peuples autochtones sont réprimés. Les droits des femmes sont souvent les premiers visés par les régimes hostiles qui utilisent cela comme plateforme pour s'en prendre à la liberté d'expression, à la presse libre et à l'espace civique dans son ensemble. L'érosion des droits des femmes est un indicateur de l'escalade de la répression sous les régimes autoritaires.

La protection des droits humains, y compris des droits des femmes, dans le monde entier nécessite plus que de simples paroles de soutien du Canada, cela nécessite des contributions financières significatives et prévisibles.

Les États-Unis ont reconnu la menace existentielle que représentent le recul des droits et de la démocratie, et ont augmenté les investissements directs dans les institutions démocratiques et utilisé leur voix et leur leadership pour convoquer le prochain *Sommet pour la démocratie*.

Le Canada est l'un des leaders seniors du G7, avec un solide bilan en matière de politique étrangère axée sur les valeurs progressistes. Si le Canada souhaite être considéré comme un concurrent sérieux pour un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, il doit immédiatement donner la priorité à un certain nombre de changements politiques et financiers:

- **Tripler les investissements dans les droits des femmes, les droits humains et les droits de l'enfant** pour faire du Canada le premier défenseur des droits dans le monde. En s'appuyant sur les investissements précédents dans la santé sexuelle et reproductive et les droits des femmes, et le programme Voix et Leadership par le biais d'un investissement qui place le Canada à l'avant-garde de la résistance aux forces populistes régressives et dangereuses.
- **Doubler les investissements dans l'État de droit, la gouvernance et la protection de l'espace civique** dans le cadre d'une stratégie visant à accroître l'engagement démocratique et à soutenir la mobilisation des ressources nationales pour que les pays puissent finalement subvenir aux besoins de leurs citoyens et rendre des comptes démocratiquement à ces citoyens pour leurs décisions politiques et budgétaires.
- **Élargir les efforts diplomatiques et internationaux existants visant à renforcer les démocraties** ; en tant que président de la Communauté des démocraties, envisager de coorganiser le prochain *Sommet pour la démocratie* en complément des efforts des États-Unis et faciliter la création d'un Centre canadien qui travaillera à promouvoir les droits humains, les initiatives de paix, l'inclusion et la démocratie dans le monde.
- **Renforcer l'expertise et la présence nationale d'Affaires mondiales Canada** pour répondre directement aux menaces pesant sur les droits et la démocratie et renforcer le leadership canadien aux niveaux régional et mondial.

2. Préparation et réponse aux impacts des changements climatiques mondiaux

Le soutien aux pays à faible et moyen revenu en réponse aux changements climatiques est essentiel pour un monde pacifique et prospère. Le Canada doit prendre des mesures pour garantir qu'il soutient une réponse globale à un défi mondial.

Les Canadiennes et Canadiens soutiennent une augmentation des investissements dans les services publics mondiaux qui nous bénéficient à tous et ils veulent une action forte sur le climat et la santé en particulier. Nous devons renforcer nos investissements dans le climat, en partie parce que les chocs climatiques sont en train de réduire à néant tant d'autres progrès réalisés en matière de santé, de nutrition, d'autonomisation économique, de paix et de sécurité. Mais les investissements dans le climat ne doivent pas se faire au détriment de la réduction de la pauvreté, de l'égalité ou des droits. Le financement public mondial du Canada devrait cibler les domaines où le capital privé ne circule pas : atténuation des changements climatiques, l'adaptation et la résilience, la santé, les droits, l'éducation et la protection sociale (en particulier pour les femmes et les filles).

➤ **Annoncer, lors de la COP28, une augmentation à mi-parcours de 650 millions de dollars en nouvelles ressources sur deux ans** pour les engagements existants du Canada en matière de changements climatiques, comprenant :

- Une augmentation de \$424 millions sous forme de subventions pour l'adaptation aux changements climatiques, pour que le rapport global du Canada entre l'atténuation (mitigation) et l'adaptation soit de 50-50. Cela signifierait un montant supplémentaire de \$212 millions par an, sur deux ans (2024-26), de nouvelle aide au développement vers des programmes d'adaptation.
- Un renforcement urgent du réapprovisionnement récent du Fonds vert pour le climat pour la période 2024-2027 pour atteindre \$600 millions, avec \$150 millions supplémentaires sur trois ans en nouvelles ressources, en plus des engagements existants.

o Pour continuer à jouer un rôle constructif et de leadership à la table des négociations, s'engager à apporter une contribution d'urgence au fonds sur les pertes et les dommages, reconnaissant le manque de financement.

o Soutenir davantage le développement climato-résilient de l'éducation, des soins de santé et de la protection sociale en particulier ceux qui renforcent les systèmes de santé, les migrations et la sécurité alimentaire) afin de contribuer à la construction de sociétés résilientes, à la lutte contre les inégalités et à la prévention des conflits.

o Investir dans des pratiques agricoles inclusives et durables et améliorer la préparation aux catastrophes. Cela renforce la capacité à résister aux impacts des changements climatiques et à protéger les vies, les moyens de subsistance et les écosystèmes.

o Investir dans une croissance économique verte et inclusive, la création d'emplois verts et l'accès équitable aux ressources.

3. **Accélérer les efforts internationaux pour renforcer et restructurer le système multilatéral**

Nous assistons à une érosion de la confiance dans les forums multilatéraux. Cette érosion nuit aux intérêts canadiens à un moment où le Canada a besoin d'espaces multilatéraux forts et crédibles pour protéger et faire avancer ses propres valeurs et intérêts. Nous voyons également de vives critiques selon lesquelles le système multilatéral est inadapté pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain, en particulier pour les pays du Sud. Le Canada doit aider à accélérer les efforts internationaux pour défendre le système multilatéral tout en favorisant des réformes nécessaires axées sur les femmes et les filles.

Le Canada devrait continuer à s'appuyer sur son rôle de champion des Objectifs de développement durable (ODD) aux côtés d'alliés tels que la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, pour renforcer les forums multilatéraux et se présenter comme un leader ouvert et réfléchi face aux forces régressives qui voudraient nous isoler. Un engagement de cette manière donne également au Canada une influence et un levier sur les politiques et l'orientation au sein du système multilatéral. Plus nous avons d'intérêts en jeu, plus nous disposons d'outils pour agir.

Le Canada devrait répondre à l'appel des dirigeants des pays à revenu faible et intermédiaire en augmentant considérablement la disponibilité de fonds à faible taux d'intérêt pour soutenir le développement de leurs pays, leur transition vers des économies vertes et leur adaptation aux changements climatiques. Cela représente également une manière de faire contrepoids à l'influence chinoise, en aidant les pays en développement à faire face à leur dette envers la Chine.

➤ Le Canada doit accroître son engagement envers l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale pour éviter le « gouffre » de l'IDA. À long terme, le Canada devrait soutenir l'appel des ministres des Finances africains visant à tripler les ressources disponibles par le biais de l'IDA d'ici 2030. Cela doit être de nouvelles ressources et ne doit pas se faire au détriment d'autres engagements.

➤ Le Canada doit soutenir publiquement la réforme du système multilatéral axée sur les femmes et les filles, tout en fournissant un leadership moral par le biais d'une aide au développement accrue et ciblée.

- Soutenir l'élimination des incitations perverses, en s'appuyant sur les bilans des banques de développement et en continuant à partager les droits de tirage spéciaux, y compris par le biais de nouveaux canaux tels que la Banque africaine de développement.
- Soutenir la réforme de la gouvernance au sein des banques multilatérales de développement pour mieux prioriser les besoins des pays à revenu faible et intermédiaire.

Si le Canada ne se mobilise pas, personne ne le fera.

Le monde attend que le Canada tienne sa promesse en tant que leader progressiste, fermement opposé aux forces qui cherchent à réduire les droits humains, les actions climatiques et les progrès démocratiques. La réputation du Canada sur la scène mondiale pourrait être très différente dans 10 ans, car les futurs gouvernements pourraient chercher à changer de cap et à faire reculer le Canada dans son rôle de leader international. Les Canadiennes et Canadiens approuvent systématiquement que son gouvernement défende les valeurs et les intérêts du Canada sur la scène internationale ; nous devons maintenant concrétiser ces engagements.

Ces investissements sont essentiels pour positionner le Canada dans le monde que nous voulons voir pour les générations à venir, ainsi que pour faire avancer nos propres intérêts et valeurs nationaux dans le cadre d'une politique étrangère efficace et féministe. En tant que première étape cruciale, nous devons augmenter les ressources pour répondre aux besoins urgents et ramener le financement international aux niveaux de 2021/22, conformément à notre engagement en faveur des droits humains et de la démocratie.